

## MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

1975

10 oct. — Arrêté n° 16/MDR portant ouverture des foires-expositions-agricoles-régionales ..... 620

## MINISTERE DE L'EQUIPEMENT RURAL

1975

17 nov. — Arrêté n° 7/MER-FC fixant la date limite des mises à feux précoces ..... 620

## PARTIE NON OFFICIELLE

## AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Communiqué du directeur des travaux publics à l'appel d'offres n° 1110 du 17 octobre 1975 (Construction d'un garage administratif à Lomé) ..... 621

Conservation de la propriété foncière (Avis de demandes d'immatriculation) ..... 621

Avis de perte de titre foncier ..... 625

Situation de la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bilans des 30 juin, 31 juillet et 31 août 1975) ..... 625

## PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT  
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

## ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

## D E C R E T S

**DECRET N° 75-211 du 17 octobre 1975 modifiant le décret n° 74-84 fixant les indemnités du président de la cour suprême.**

## LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 portant dissolution du comité de réconciliation nationale ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 portant désignation du président de la République togolaise ;

Vu la loi n° 64-11 du 31 octobre 1964 portant création de la cour suprême ;

Vu le décret n° 73-162 du 13 septembre 1973 portant nomination du président de la cour suprême,

## D E C R E T E :

Article premier. — L'indemnité mensuelle de fonction du président de la cour suprême, prévue par l'article 1er du décret n° 74-84 du 24 avril 1974, est portée à quarante mille (40.000) francs.

Art. 2. — Le ministre des finances et de l'économie est chargé de l'application du présent décret qui prend effet pour compter de la date de signature et qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 17 octobre 1975

Général G. Eyadéma

**DECRET N° 75-218 du 6 novembre 1975 autorisant l'achat par la République togolaise de l'immeuble sis à Lomé (Route d'Aného) objet du titre foncier n° 5793/RT.**

## LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des finances et de l'économie ;

Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu le décret du 13 mars 1926 portant réorganisation du domaine et du régime des terres domaniales au Togo et son arrêté d'application n° 187 du 1<sup>er</sup> avril 1927 ;

Le conseil des ministres entendu,

## D E C R E T E :

Article premier. — Est autorisé l'achat par la République togolaise de l'immeuble bâti de trente huit ares vingt trois centiares (38 a 23 ca) sis à Lomé (Route d'Aného) objet du titre foncier n° 5793 de la République togolaise.

Art. 2. — En conséquence, le ministre des finances et de l'économie est autorisé à signer le contrat de vente à intervenir entre la République togolaise et M. Sevely René, mandataire de M. Eychenne Raymond.

Art. 3. — Les dépenses résultant de cette acquisition sont imputables au budget général du Togo — exercice 1973 : dette publique — chapitre 1 — article 1.

Art. 4. — Le présent décret sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 6 novembre 1975

Général G. Eyadéma

**DECRET N° 75-220 du 6 novembre 1975 accordant à la société URANERZGBAU un permis général de recherches minières composé de 29 périmètre carrés de 5 km de côté pour les substances de la 3<sup>e</sup> catégorie dans la région de Lama-Kara.**

## LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 35 du 18 octobre 1973 fixant le régime des mines et de carrières ;

Vu le décret n° 73-174 du 18 octobre 1973 portant application de l'ordonnance fixant le régime des mines et de carrières ;

Vu le récépissé n° 206-D, du 26 septembre 1974 ;

Vu la demande de permis général de recherches minières du 1<sup>er</sup> juillet 1975 de la société URANERZGBAU ;

Sur proposition du ministre des travaux publics et des mines ;

Le conseil des ministres entendu,

## D E C R E T E :

Article premier. — Sous réserve des droits antérieurement acquis, le droit exclusif de recherches pour les substances de la 3<sup>e</sup> catégorie : Uranium et minéraux radio-actifs est accordé à la société URANERZGBAU demeurant à Lomé, dans toute l'étendue d'un permis général de recherches minières composé de vingt et neuf (29) périmètres carrés de cinq (5) kilomètres de côté dans la région de Lama-Kara.

Art. 2. — Conformément au plan au 1/200.000 ci-joint, les coordonnées définissant chacun de ses périmètres sont :